

Conséquences de la crise bovine en 2001 sur les résultats économiques des exploitations d'élevage bovin allaitant charolais.

P. VEYSSET, M. LHERM, D. BÉBIN

Laboratoire d'Economie de l'Elevage, INRA Clermont-Theix, 63122 Saint Genès Champanelle

RESUME - A partir d'un réseau d'observation sur le long terme de plus de 80 exploitations d'élevage allaitant charolais du Nord Massif Central, le Laboratoire d'Economie de l'Elevage de l'INRA analyse l'impact économique de la seconde crise de l'ESB. La chute des prix des bovins à la production a été quasiment compensé par l'augmentation des aides prévues par l'Agenda 2000, ainsi que par la mise en place d'aides exceptionnelles ESB. Mais sous l'effet de la perte de valeur des élèves en stock et d'une baisse du poids des animaux produits, le produit bovin chute et, malgré une légère baisse des charges de la surface fourragère, la marge bovine perd 13 % par rapport à 1999. 2001 est également une mauvaise année pour les céréales et au final le revenu par travailleur chute de 24 % par rapport à 1999 et 2000. Les exploitations herbagères les moins intensives, et donc les plus économes, ont cependant moins perdu que les grandes exploitations polyculture-élevage.

The consequences of 2001 bovine crisis on the economic results of Charolais suckler cattle farms.

P. VEYSSET, M. LHERM, D. BÉBIN

Laboratoire d'Economie de l'Elevage, INRA Clermont-Theix, 63122 Saint Genès Champanelle

SUMMARY - The Animal Husbandry Economics Laboratory, INRA, analyzed the economic impact of the second BSE crisis through a 80 charolais suckler cattle farms observation network located in northern Massif Central. The low farm-gate beef price was compensated by the increased amount of CAP subsidies, as well as by the sitting up of exceptional BSE grants. But due to the lower value of young replacement stock and the lower weight of the animals sold, cattle income fell: despite a slightly decreasing cost of producing fodder, cattle gross margin decreased by 13 % as compared with 1999. 2001 was also a bad year for cereals, and finally farm income per worker decreased by 24 % as compared with 1999 and 2000. The less intensive grassland units, thus the most cost effective ones, were less affected than the large mixed crop-suckler cattle farms.

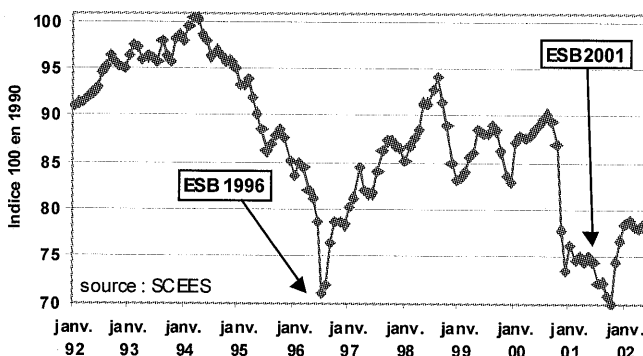
INTRODUCTION

L'observatoire mis en place depuis près de 30 ans par le Laboratoire d'Économie de l'Élevage permet une analyse fine des résultats annuels de plus de 85 exploitations d'élevage allaitant charolais réparties sur 3 régions et 5 départements du Nord Massif Central.

La deuxième crise ESB, survenue fin octobre 2000, avait eu peu de conséquences sur les résultats économiques 2000 des élevages allaitants, la majorité des ventes des animaux ayant déjà été effectuée. La baisse immédiate de consommation fin 2000, ne s'est progressivement redressée que fin 2001, d'où des prix moyens à la production d'un faible niveau tout au long de 2001 (graphique 1). Les ventes des animaux ont également été ponctuellement perturbées par la fièvre aphteuse au premier trimestre.

L'analyse des résultats 2001 d'un échantillon constant sur 3 ans, de 1999 à 2001, de 79 exploitations (26 en Creuse, 32 en Nièvre, 9 en Saône et Loire, 12 en Puy de Dôme-Allier) embrassant tous les systèmes de productions rencontrés en charolais, va nous permettre d'évaluer les premières conséquences de cette seconde crise ESB.

Graphique 1
Évolution mensuelle du prix des Gros Bovins à la production
(de 1992 à 2002)



1. STRUCTURE DES EXPLOITATIONS

Ces exploitations sont de taille (surface et troupeau) relativement importante : 142 ha pour 153 Unités Gros Bovins (Ugb) avec 2.03 Unités Travailleurs Humains (Uth) dont 0.25 salariés. Le gain de productivité du travail (+2.5 %/an de 1988 à 1998), quantifiée par le nombre d'hectares et d'animaux par travailleur, a permis aux éleveurs d'augmenter leur production et, ainsi, de maintenir leur revenu dans un contexte de baisse continue du prix de la viande. Après 2 années de stagnation (1998, 1999), cette productivité de travail reprend sa progression pour atteindre 72 Ha/Uth et 78 Ugb/Uth soit +10 à +20% par rapport aux moyennes régionales respectives (RICA 2000). Ceci entraîne une forte capitalisation : 168 300 €/Uth avec un taux d'endettement de 30 %. La valeur du cheptel bovin représente 56 % du capital total, le matériel 23 % et les bâtiments 15 %.

La spécialisation en production bovine est assez poussée, la surface fourragère principale (Sfp), constituée de 96 % d'herbe, occupe 82 % de la surface, le chargement reste stable depuis plusieurs années, à 1.32 Ugb/Ha Sfp, et la marge bovine représente 72 % de la marge brute totale. Dans notre échantillon nous comptons 12 exploitations (principalement dans le département de la Nièvre) ayant plus d'un tiers de leur

surface consacré aux cultures non fourragères, mais la marge bovine y constitue tout de même 50 % de la marge globale.

2. RESULTATS ECONOMIQUES DU TROUPEAU (EN € CONSTANT 2001)

2.1. LES PRIX DE VENTE ET LES PRIMES

La non reprise des cours des bovins courant 2001 après leur effondrement fin 2000 (-0,32 €/kg vif, soit -20 % entre les semaines 42 et 51), est un des déterminants principaux des résultats 2001.

Ces prix bas sont en partie compensés par l'augmentation des aides bovines prévues dans l'Agenda 2000 (Commission Européenne, 1999). La baisse des prix annoncée dans cette réforme de la Politique Agricole Commune est donc survenue comme prévue, mais brutalement plutôt qu'échelonnée sur 3 ans, alors que l'augmentation des aides a bien été échelonnée (tableau 1).

Le montant des aides PAC existantes avant l'Agenda 2000 (PMTVA, PSBM, Complément Extensif) a augmenté de 20 % entre 1999 et 2001. Ces aides se montent à 77 cts/kg de viande vive, soit 259 €/Ugb.

Le nombre de PMTVA touchées ne varie pas (80.8/exploitation) alors que le montant unitaire augmente de 34 %, le montant de la PMTVA/Ugb augmente alors de 25,5 % (+12 %/an entre 1999 et 2001).

Les éleveurs ont fait primer plus de mâles, notamment plus de bœufs : le nombre d'éleveurs qui a fait la demande de prime pour au moins un bœuf est stable (22 en 1999, 20 en 2000 et 23 en 2001), par contre, en 2001, 21 éleveurs ont fait une demande pour plus de un bœuf contre 18 en 1999 ; de plus le nombre de primes mâles castrés demandées par éleveur ayant fait une demande, s'accroît significativement en 2001 passant à 25,8 contre 21,9 les deux années précédentes (+18 %). Ce regain d'intérêt pour les bœufs est-il conjoncturel, lié à la crise ESB (les éleveurs ayant castrés des mâles non vendus fin 2000), ou bien est-ce une tendance plus profonde liée à une supposée (ou espérée) bonne image auprès du consommateur, à l'Agenda 2000 et à l'optimisation des primes qui rend effectivement le bœuf intéressant (Institut de l'Élevage, 2002) ? Globalement le montant de la PSBM/Ugb augmente de 10,5 % en 2001 par rapport aux deux années passées.

Le montant et le mode d'attribution du complément extensif ont changé en 2000, les seuils d'exclusion (2 Ugb "administratifs"/ha d'herbe) et de majoration (1,6 Ugb "administratif"/ha d'herbe) ne sont alors pas pénalisants puisque seuls 2 éleveurs sont exclus et que la grande majorité des autres (86 %) a accès au montant maximum. Le nombre moyen de compléments extensifs touchés par exploitation étant stable, le montant par Ugb augmente de 19 % entre 2000 et 1999 et se maintient en 2001. Qu'en sera-t-il en 2002 avec des seuils plus restrictifs ? La prime à l'abattage, instaurée en 2000, incluant le complément national femelles, a permis d'augmenter de 4 % les aides PAC totales en 2000 par rapport à 1999 (+7 €/Ugb) et de 5,2 % entre 2001 et 2000 (+11 €/Ugb). Le nombre de primes demandées en 2001 est plus élevé de 56 % qu'en 2000 alors que le nombre d'animaux vendus gras n'a augmenté que de 14,6 %. Un certain nombre d'éleveurs n'a donc pas fait la demande de prime à l'abattage pour des animaux éligibles en 2000 par manque d'information. L'instauration de cette prime a eu pour effet d'augmenter le pourcentage d'engraissement des femelles : 27 %, 38 % et 45 % de génisses vendues grasses respectivement en 1999, 2000 et 2001 (61 %, 63 % et 69 %

Tableau 1
Évolution du produit des primes PAC de 1999 à 2001

Années	PMTVA		PSBM			Compl. Extensif		Prime Abattage				Total €/Ugb
	Nb/Expl	€/Ugb	Nb Tauril.	Nb Bœuf	€/Ugb	Nb	€/Ugb	Nb total	Nb femel.	Nb Génis.	€/Ugb	
1999	80,7	98	35,6	6,1	38	122,4	41	-	-	-	-	180
2000	80,9	110	36,7	5,5	38	122,3	49	26,8	15,2	5,4	7	208
2001	80,8	123	36,4	7,5	42	122,4	48	42	22,7	7,8	18	259

Tableau 2
Variation 2001-2000 des dates, ages, poids, et prix de vente

	Broutards automne	Broutards hiver	Taur. 18m. maigres	Tauril. 18m. gras	Bœufs 32 m.	Bœufs 36 m.	Broutards automne	Gén. 18 m. maigres	Gén. 30 m. grasses	Gén. 36 m. grasses	Vaches grasses
Date (j)	-3	29	7	-3	21	-10	2	-13	7	2	/
Age (j)	-3	30	6	-3	15	3	12	-24	12	9	/
Poids (kg)	-29	5	-33	-16	-6	-18	-4	-55	=	-3	-2
Prix/tête (%)	-18	-27	-31	-23	-13	-13	-10	-26	-8	-4,5	-7
€/tête 2000	849	935	1 020	1 257	1 507	1 701	570	848	1 274	1 577	1 285
€/tête 2001	694	687	702	962	1 314	1 473	511	627	1 168	1 506	1 194

pour les vaches de réforme), alors que le pourcentage de mâles gras reste stable à 36 %.

Des aides exceptionnelles " crise ESB " ont été mises en place et représentent un montant de 8 cts/kg de viande vive, soit 26 €/Ugb.

Globalement le prix moyen du kilo vif vendu a chuté de 15 % entre 2001 (1,62 €/kg) et 2000 (1,91 €/kg), -17 % par rapport à 1999 (1,94 €/kg), et cette chute se trouve quasiment compensée par les aides (graphique 2). Par contre la perte de valeur des élèves en stock fin 2001 de -5 % pour les mâles et -12 % pour les femelles par rapport à 1999, influence la valeur du produit de l'année et le diminue de -19 cts/kg ou -54 €/Ugb. Le produit bovin 2001 par kg de viande vive chute de 7,3 % par rapport à 2000 et de 8,8 % par rapport à 1999.

dont le taux de labellisation passe de 19 % en 1999 à 11 % en 2001. Le nombre de femelles vendues sous label progresse (vaches : de 13 % en 1999 à 17 % en 2001, génisses : de 16 % à 22 %), par contre l'écart de prix entre génisses label et non label s'amenuise passant de 0,26 €/kg en 1999 à 0,19 €/kg en 2001.

2.3. LES CHARGES DU TROUPEAU : 165 €/UGB ET DE LA SURFACE FOURRAGERE : 65 €/HA

Sur 3 ans, les charges du troupeau restent stables. Les frais vétérinaires (47 €/Ugb) et diverses charges d'élevage ont légèrement baissé (-3 %). Malgré la mévente des animaux, la quantité de concentrés distribués, qui atteint 613 kg/Ugb dont 328 kg de céréales auto-consommées, a augmenté de 22 kg/Ugb et de 5 €/Ugb (+6 %). La baisse de la productivité pondérale ne peut donc pas être liée à une baisse de la complémentation, d'autant que le chargement reste stable. Les charges de la surface fourragère ont baissé de 18 €/Sfp (-22 %) du fait d'une baisse de la fertilisation : -45 % pour les unités de P et K/ha, et -26 % pour la fertilisation azotée (28 kg/ha en 2001 contre 38 en 1999).

3. RESULTATS ECONOMIQUES GLOBAUX (EN € CONSTANTS 2001)

3.1. LA MARGE BRUTE BOVINE : 476 €/UGB

Globalement le produit bovin de 689 €/Ugb baisse de 13 % par rapport à 1999 (-100 €/Ugb) et malgré la baisse des charges du troupeau et de la surface fourragère de 7 % (-15 €/Ugb), la marge brute bovine chute de 15 % soit -84 €/Ugb. La marge totale de la SFP se monte à 665 €/ha SFP soit 12% de moins qu'en 1999.

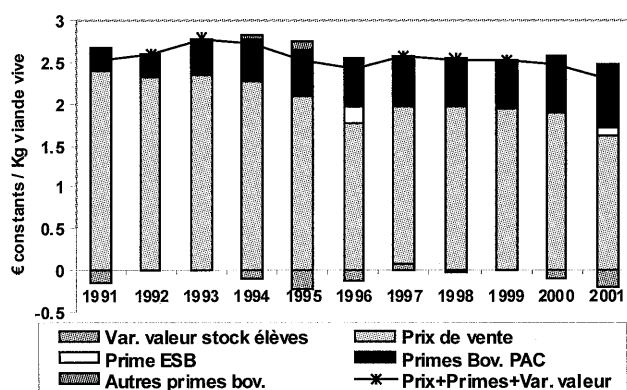
3.2 LA MARGE DES CULTURES DE VENTE : 476 €/HA

Les mauvaises conditions climatiques du printemps ont affecté le rendement des céréales : 52 q/ha en 2001 contre 62 en 2000 et 57 en 1999 alors que le niveau des charges a été maintenu à 307 €/ha. Le prix des céréales est stable à 10 €/q, celui des oléagineux progresse de près de 40 % (colza : 20,7 €/q, tournesol : 24 €/q). Avec un niveau d'aide moyen de 320 €/ha inchangé sur 3 ans, la marge brute des cultures chute de 13 % (-69 €/ha) par rapport à 1999 et de 14 % (-80 €/ha) par rapport à 2000.

3.3. LES CHARGES DE STRUCTURE : 480 €/HA

Pour la première fois depuis 1993 les charges de structure baissent : -5 % par rapport à 2000 qui avait atteint le niveau le plus élevé. Cette baisse est imputable à la baisse des cotisations sociales des exploitants (-10 %) liées aux moindres revenus observés en 1999 et 2000, ainsi qu'aux charges de mécanisation qui perdent 4 % après plusieurs années de constante progression du fait de forts investissements en équipement pour faire face à l'augmentation des troupeaux et des surfaces.

Graphique 2
Évolution des prix, de la valeur des bovins et des primes



2.2. LA PRODUCTIVITE PONDERALE

Pour la première fois depuis 10 ans, la production de viande par Ugb, qui s'élève à 300 kg/Ugb, a chuté significativement : -15 kg/Ugb. Ce fait peut être expliqué par les conditions climatiques du printemps qui sont certainement responsables de la moindre croissance des veaux de l'année (le contrôle de performance charolais Bovin Croissance de Saône et Loire indique -20 kg pour les mâles et -14 kg pour les femelles à 210 jours). Mais la décision, dans le cadre des mesures de précautions, de destruction des animaux malades et accidentés qui étaient auparavant en partie valorisés (perte de 2 kg/Ugb), et peut-être aussi le report d'animaux prêts à vendre (broutards d'hiver, vaches grasses) lors de la période d'arrêt des transactions due à la fièvre aphteuse, peuvent avoir leur part de responsabilité. A âge identique, la plupart des animaux vendus l'ont été à un poids plus faible que l'année précédente (tableau 2).

L'effet poids se cumulant avec l'effet prix au kg, le prix de vente par tête a baissé pour tous les animaux, avec cependant, tout comme en 1996 (Lherm *et al.*, 1997) une moindre baisse pour les femelles grasses qui se sont bien tenues jusqu'à l'été avant une forte chute au 3^e trimestre 2001. Cette crise ESB aurait pu favoriser les productions "traditionnelles" et/ou sous signe de qualité, mais nous notons un marché qui reste très limité pour les bœufs qui ont plus baissé que les génisses et

3.4. LE REVENU DU TRAVAIL ET DES CAPITAUX (RWC)¹ : 12 480 €/UTH

Le revenu moyen du travail et des capitaux par travailleur perd 3 900 €/Uth soit 24 % par rapport à 1999 et 2000 (malgré la crise survenue au 4^e trimestre 2000, le revenu moyen de 2000 était resté identique à celui de 1999). Les aides totales représentent 41 % du produit et 227 % du revenu (139 % en 2000, 127 % en 1999).

Mais ces chiffres couvrent une grande disparité, avec un impact différent de la crise selon les structures des exploitations.

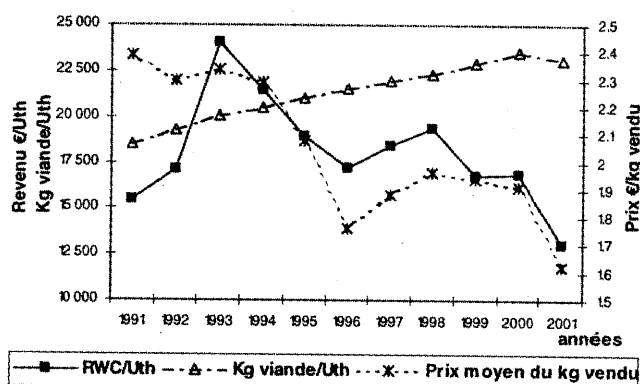
Depuis la mise en place de la nouvelle PAC en 1992, les principaux déterminants du revenu se trouvaient être la productivité du travail (plus de surface et plus d'animaux par travailleur amènent plus de primes compensatrices), et celle du cheptel en viande, ainsi qu'un impact positif de l'orientation céréalière (Veyssset *et al.*, 1999). En 2001 les effets positifs de la taille et de la productivité sur le revenu sont grandement atténués, car les systèmes les plus productifs et/ou les plus intensifs n'ont pas pu compresser leur charges et ont subi une baisse de produit très importante. Du fait de la baisse de la marge des céréales, les exploitations polyculture-élevage ont vu leur revenu fortement chuté et devenir inférieur à celui des exploitations d'élevage (les exploitations polyculture-élevage sont également de grandes exploitations, l'effet taille s'est cumulé avec l'effet céréales). Globalement les exploitations herbagères extensives spécialisées en production de viande finie ont mieux passé l'année 2001 que les grandes exploitations polyculture-élevage productrices d'animaux maigres, les revenus ont plus fortement chuté en Nièvre qu'en Creuse (tableau 3). Les exploitations de la Creuse sont en effets plus petites (124 ha vs 180), moins céréalières (13 % de culture de vente vs 24), plus extensives (1.26 Ugb/Sfp vs 1.39), plus tournée vers l'engraissement (60 % d'animaux vendus gras vs 32), et moins endettée (27 % de taux d'endettement vs 33) que la Nièvre.

Notons que, malgré la baisse du revenu, la trésorerie disponible a augmenté de 8 % du fait des nouveaux emprunts supérieurs aux nouveaux investissements (emprunts "aide à la trésorerie" spéciale crise) et d'un arrêt de la croissance du cheptel (pas de capitalisation). La baisse de la valeur d'inventaire des élèves a une influence sur le revenu, mais pas sur la trésorerie de l'année.

CONCLUSION

La taille et l'intensification qui sont facteurs amplificateurs du revenu en bonne conjoncture ne peuvent compenser les prix bas d'une année de crise. La nécessaire compensation des prix par les aides n'a pas été suffisante en 2001 pour maintenir le revenu qui reste très sensible aux variations de productivité (graphique 3). Dans un contexte de crise de confiance du consommateur, la démarcation des filières de qualité (Label Rouge) semblait être une réponse pour les éleveurs du bassin allaitant, mais paradoxalement, au cours du premier semestre 2002, le prix de la viande issue de femelles allaitantes de classe U continue de chuter alors que la vache laitière O ou le jeune bovins R se maintiennent à des prix proches de ceux de 1999.

Graphique 3
Évolution du revenu, de la productivité du travail et du prix de la viande à la production



Commission Européenne, 1999. Agenda 2000.

<http://europa.eu.int/comm/agenda2000>

Institut de l'Elevage, 2002. Quelles voies d'adaptation en production charolaise ? Réseaux d'élevage, 28 p.

Lherm M., Bébin D., Liénard G., 1997. Viandes & Produits Carnés. ADIV, Vol 18 (4), 191-198.

Veyssset P., Gasqui P., Lherm M., Bébin D., 1999. Rencontres Recherches Ruminants. INRA, IE, 6, 23-2

Tableau 3
Revenu du Travail et des Capitaux (évolution 2001/1999) et part des aides

		Réseau 79 exploit.	Creuse 26 exploit.	Nièvre 31 exploit.	>1.60 Ugb/Sfp 8 exploit.	<1.10 Ugb/Sfp 8 exploit.	100% maigres 10 exploit.	100% gras 9 exploit.
Revenu du travail	€/ Sau	184 (-23%)	235 (-6%)	126 (-44%)	176 (-39%)	191 (-23%)	127 (-37%)	220 (-14%)
et des capitaux	€/ Uth	12 480 (-24%)	14 237 (-2%)	10 218 (-44%)	10 464 (-43%)	15 747 (-17%)	8 944 (-43%)	15 548 (-7%)
Aides totales % du produit		41%	42%	41%	34%	46%	48%	39%
Aides totales % du revenu		22.7%	175%	318%	253%	184%	343%	180%

¹ RWC = Résultats Courant + (salaires nets) - (valeur locative des terres en propriété - impôts fonciers)

RWC est un bon indicateur de rentabilité utilisé pour les comparaisons d'exploitations puisque son mode de calcul gomme les différences de situation tenant au mode de faire valoir (fermage ou propriété) ou à l'origine de la main d'œuvre (familiale ou salariée).